

Association Tiers-Monde

Contact n°28 automne 2012

SOMMAIRE

Le billet du président, Pierre-Etienne FOURNIER	1
Témoignage d'un habitué depuis 2007, Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE	2
Les membres de l'AM publient	4
XXIX Journées sur le développement, Paris-Est Créteil juin 2013	8
Mondes en Développement, tome 40, n°159	9
Bulletin d'adhésion 2012	10

Le billet du président

Chers adhérents et Amis,

Une fois de plus, fidèle à notre rendez-vous automnal, je viens reprendre contact afin de m'unir à vous dans le cadre de cette fraternité universitaire si chère à mon cœur. Comme il est d'usage et de tradition, je commencerai par un court rappel de nos dernières rencontres, cette fois ci dans le Loiret, à l'invitation du Laboratoire d'Economie d'Orléans sous la houlette du vice-président de l'Université, Thierry Montalieu et de notre ami Michel Lelart, sans oublier toute l'équipe d'appui qui a œuvré à la réussite de nos XXVIIIèmes Journées ainsi que la présence active et diligente de Renée-Hélène Saliège en amont et pendant la durée de notre Colloque.

Que dire de ces rendez-vous successifs empreints de sérieux scientifique, lors des ateliers animés par des intervenants nombreux et enthousiastes, mais aussi des récréations ludiques et même jubilatoires qui les ont aérés avec cocktails et dîners afférents, sinon qu'ils ont été très appréciés de tous les participants ? La réflexion conclusive à laquelle se sont livrés les membres du panel d'experts réunis à la fin de ces Journées, avant la

tenue de notre Assemblée générale, a permis d'apporter un éclairage pertinent et varié sur nos travaux Elle m'a d'autant plus intéressé, à titre personnel, que l'exercice répondait à un vœu que j'avais exprimé depuis trois ans environ et qu'il succédait à celui qui avait été initié à Fribourg à l'occasion de nos XXVIIèmes Journées.

Un an après des échanges centrés sur le thème des Mobilités internationales et des déséquilibres économiques en relation avec le Développement, notre prochaine rencontre aura lieu à Créteil (Université Paris-Est) du 6 au 8 juin 2013 et sera consacrée à l'examen des composantes de "l'Economie informelle dans un contexte de crises". Vous avez déjà reçu l'appel communications pour ces XXIXèmes Journées. Je ne doute pas que nous nous retrouverons nombreux et déterminés à exprimer nos idées et points de vue à cette occasion et ce d'autant plus que les propositions présentées à cet effet par Philippe Adair, responsable de cette initiative, s'inscrivent dans le contexte particulièrement attrayant pour nos collègues de l'étranger et de province d'une proximité géographique avec la capitale parisienne.

Je pourrais arrêter là mon message traditionnel d'avant-Colloque mais je souhaite à présent vous faire part d'une nouvelle qui me pince un peu le cœur. Eh oui, j'ai décidé, en accord avec mes amis de notre groupe de responsables de l'ATM, de mettre un terme à mes fonctions de président de

notre Association. Cette décision, longuement mûrie à la suite d'entretiens divers que j'ai poursuivis depuis plusieurs semestres avec de nombreux proches, a été bien accueillie par ceux à qui je me suis confié. Après plus d'une quinzaine d'années passées à la tête de notre belle entreprise, il m'a semblé non seulement normal mais plus simplement logique et, pour tout dire, convenable, de "passer la main". La désignation d'un nouveau président aura donc lieu dans le droit fil de ces XXIXèmes Journées, à l'été 2013. On ne quitte pas des responsabilités aussi gratifiantes que celles que j'ai assumées au sein de notre organisation, sans une certaine émotion. Comme mes prédécesseurs, François Perroux et René Gendarme, avec qui j'ai longuement conversé et partagé, je me retire satisfait d'un passage pratiquement équivalent au leur en durée, mais très préoccupé de l'avenir de notre Mouvement. Je suis persuadé que le choix de mon successeur sera fructueux et bénéfique pour nous tous. J'ai, bien entendu, lancé quelques consultations personnelles en souhaitant que le nouvel élu corresponde au profil que j'ai en tête. Pour le reste, laissez-moi vous faire part, pour terminer ma communication, des sentiments que j'éprouve au moment où je vous parle.

S'il me fallait présenter un bilan de mon action en tant que président, j'aurais la fierté de dire que je me suis toujours efforcé de laisser une grande autonomie, au quotidien, à ceux qui m'ont toujours et loyalement soutenu et accompagné c'est-à-dire à Jean Brot, à Hubert Gérardin et à Jacques Poirot ainsi qu'à tous ceux, professeurs et doctorants, qui ont œuvré à leurs côtés. Mes remerciements vont aussi à tous les collègues du Comité scientifique dont j'ai pu apprécier l'aide précieuse et la compétence étendue, sans oublier mes contacts chaleureux et renouvelés, au fil des années, avec les chercheurs qui ont participé à la réussite de nos Rencontres. Le nombre de nos adhérents, sans avoir atteint un pic extraordinaire, s'est cependant régulièrement et tranquillement étoffé au fil des ans.

J'ai en outre le sentiment de laisser une situation financière correcte sinon florissante tout en ayant conscience de n'avoir pratiquement rien coûté à l'ATM en voyages administratifs ou en déplacements préparatoires à nos Journées et, ce qui va de soi, en réglant scrupuleusement les échéances de renouvellement d'adhésion et de participation, sur ma propre bourse, à nos Colloques annuels. Ce qui paraît normal n'est pas

toujours aussi évident qu'un jugement hâtif voudrait le faire croire.

Point de facilité donc, mais une solide détestation de la médiocrité laborieuse dont j'ai pu approcher parfois le phénomène récurrent au cours de ces bientôt seize années passées au côté de mon grand et fidèle compagnon, Jean Brot.

S'il me fallait conclure par une référence historique, je citerais volontiers, pour me les approprier, ces quelques formules d'un grand ancien auquel me lie une formation intellectuelle de départ très proche et qui a connu, en tant que chef de l'Etat, une destinée singulière, à savoir Georges Pompidou. Interrogé sur ses desiderata au lendemain de la guerre par son ami René Brouillet, adjoint de Gaston Palewski, il répondait simplement : "Je ne demande rien de brillant ni d'important mais d'utile... Je n'apporte aucun génie mais de la bonne volonté et, je crois, du bon sens".

Pierre-Etienne FOURNIER

Témoignage d'un habitué depuis 2007

Les Journées sur le Développement de l'Association Tiers-Monde : un espace de rencontre et d'échanges entre chercheurs, enseignants, doctorants, politiques et praticiens

Depuis 2007 que j'ai fait mes premiers pas aux Journées du Développement de l'ATM, je n'ai plus relâché; j'ai toujours fait un maximum d'efforts pour y être car j'ai réalisé que ma participation me permettait de grandir sur le plan scientifique, d'avoir un autre regard sur la recherche et sur les chercheurs à travers la rencontre physique et les discussions avec les éminents professeurs et chercheurs dans les études de développement dont j'avais toujours entendu parler à travers la littérature, les cours ou les conférences. Ainsi après Mons (Belgique) en 2007, je n'ai pas réussi à aller à Saint-Louis (Sénégal) en 2008 faute de financement, j'ai été au Luxembourg en 2009, et suis arrivé à Orléans (France) en 2012.

Mons, mai 2007 : le baptême et la consécration par le singe

Fin novembre 2006, alors que je venais de commencer mon doctorat à l'Institut d'études du développement de l'Université Catholique de Louvain en Belgique, je reçus un appel à du président de l'Institut communication annonçant la tenue des 23^{èmes} Journées de l'ATM. Pour la première fois, j'ai pris mon courage de tenter de proposer une communication dans la session « doctorants » en réaction à cet appel. La réponse un mois plus tard fut positive. Ma proposition a été retenue moyennant quelques recommandations. Je me suis mis à fond pour rédiger mon article qui devrait en principe constituer une des sections de ma thèse. Pour la première fois en mai 2007, j'ai pris la parole dans un événement scientifique international pour présenter ma communication qui, apparemment a été jugée intéressante par l'assistance au vu du débat qui l'a suivi. Quelques mois après le Colloque, je recevrai un mail de l'infatigable Jean Brot me demandant si j'acceptais que ma communication fasse partie des textes retenus pour publication dans les Cahiers de l'Association Tiers-Monde. Imaginez vous-mêmes ce que pourrait être la réponse à une telle offre pour un jeune chercheur qui se cherche encore et qui ne sait pas encore s'il va trouver ce qu'il cherche! Mon article fut publié dans le n°23 (2008) des Cahiers de l'ATM et j'ai compris que le singe distribué par les autorités de la Ville de Mons lors de ce Colloque m'avait porté bonheur!

Saint-Louis, juin 2008 : non-partant faute de financement

Ayant pris goût à l'exercice, j'ai proposé une communication aux 24èmes Journées de l'ATM devant se tenir à Saint-Louis au Sénégal. Mon organisme boursier ne pouvant supporter les frais de participation à un événement scientifique hors d'Europe, j'ai introduit une demande de soutien auprès du FNRS qui n'a pas été retenue. J'ai alors manqué la ballade aux bords de l'Océan Atlantique ainsi que la chaleur des participants ATMiens. L'association pourrait-elle envisager des partenariats avec certains organismes pour soutenir les ressortissants du Sud?

Luxembourg, juin 2009 : du beau soleil et une organisation impeccable

Comme je venais de rater la fête scientifique de 2008, j'étais décidé à réapparaître au plus vite. Ma

proposition de communication a été retenue pour les Journées organisées au Luxembourg. Voisin de la Belgique où je résidais, le déplacement en voiture a été assuré par un de mes profs, Madame Fabienne Leloup de Mons, membre du comité scientifique des Journées. Le soleil était au rendez-vous au Luxembourg et l'organisation selon moi impeccable : visite guidée de la ville, dîner de gala, etc.

Orléans, juin 2012 : retour en grande pompe sous la pluie avec un nouveau statut

Après deux années d'absence pour cause de déplacement sur terrain et de concentration sur la fin de la thèse en juin 2011, je ne pouvais me permettre de me priver de l'air atmien encore longtemps. Du centre de recherche que je dirige au Congo et de mon institution spécialisée en développement rural que j'ai réintégrée depuis la fin de mon doctorat, j'ai entamé le processus de participation aux 28èmes Journées qui a bien abouti. Cette fois, je suis arrivé à Orléans sous une pluie battante, en provenance du Congo juste pour participer à cet événement en payant l'ensemble des frais (inscription, ticket aller-retour, séjour...) de ma propre poche. Bien que difficile vu les conditions de vie et de travail au pays, je ne regrette en rien toutes ces sommes dépensées et c'est cela le prix de la recherche.

Toutefois, l'ATM ne pourrait-elle pas envisager à l'avenir d'exonérer les jeunes participants du Sud des frais d'inscription, ce qui permettrait de réduire les contraintes budgétaires en rapport avec leur participation ?

conclusion, les rencontres En avec les participants de divers bords lors de conférences sont très enrichissantes et constituent toujours une valeur ajoutée. L'on y croise de nouvelles personnes, l'on se frotte aux grandes figures scientifiques, l'on pose des questions à l'une ou à l'autre sur ses préoccupations scientifiques, l'on discute avec les organisateurs, bref cela offre une occasion formidable d'enrichir son carnet d'adresses et de s'insérer dans un réseau scientifique redoutable.

Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE

Centre de Recherche-Action en Population, Environnement et Développement- CRAPED Institut Supérieur de Développement Rural -ISDR/Tshibashi, Kasaï Occidental/RD Congo tongrengalme@yahoo.fr

Les membres de l'ATM publient...

Nous vous proposons les notes de lecture rédigées par des adhérents de l'ATM sur des ouvrages écrits ou auxquels d'autres membres ont contribué. Elles sont parues dans les numéros 156, 157, 158 et 160 de *Mondes en développement*.

http://www.mondesendeveloppement.eu/

Muriel MAILLEFERT, Olivier PETIT et Sandrine ROUSSEAU (dir)

Ressources, patrimoine, territoires et développement durable

PIE Peter Lang Bruxelles, Ecopolis n°10, 2010, 284 p

Cet ouvrage publie des communications présentées lors d'un colloque consacré à « la problématique du développement durable vingt ans après: nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extensions », tenu à l'Université de Lille 1, en novembre 2008. Ce sujet très vaste fait écho à l'utilisation désormais très diverse du terme de développement durable. Aussi les directeurs de cette publication collective ont, avec sagesse, retenu des communications ayant un lien avec une approche durable du développement des territoires. C'est là le point commun des douze textes rassemblés portent sur des aspects spécifiques développement territorialisé.

Dans une première partie méthodologique, les textes abordent la question de la compensation territoriale, l'apport d'une démarche d'écologie industrielle, l'approche institutionnelle en termes de ressources et la mesure de la durabilité urbaine par une méthode participative.

La deuxième partie présente des études de cas concernant différents territoires : les villes d'Aix en Provence et de Lausanne, l'agglomération tourangelle, l'Alsace et le Brésil, tout particulièrement la ville de Recife. Successivement sont abordées les questions de l'automobilité, des espaces périphériques urbains, de l'information sur la qualité de l'air et de la gestion des eaux pluviales.

Les quatre communications de la troisième partie ont en commun de mettre l'accent sur les questions de gestion du développement durable, qu'il s'agisse de la gestion de l'eau en France, de la reconfiguration des politiques sectorielles, des politiques de renouvellement des ressources ou de la politique agricole française.

Comme le signale B. Zuindeau dans la préface à cet ouvrage, tout au long de ces communications « ce sont bien trois catégories conceptuelles qui sont étudiées » : celles de territoire, de patrimoine et de

ressource. Leur point commun est qu'elles sont toutes un construit social. Dès lors, ces communications, dans leur grande diversité issues de la réflexion particulière de chacun des auteurs, incitent le lecteur à poursuivre sa propre recherche autour d'un axe central de l'étude du développement durable des territoires : la nature des actions des acteurs territoriaux pour valoriser les ressources dont chaque territoire dispose, et spécialement leur patrimoine. Aussi cet ouvrage est une contribution utile à l'analyse complexe des relations entre développement territorial et ressources territoriales.

Michel VERNIÈRES

Université Paris 1 et GEMDEV

Céline GERMOND-DURET Banque mondiale, peuples autochtones et normalisation

Paris Karthala et Genève, Institut de hautes études internationales et du développement, 2011, 288 p

Les peuples autochtones, qui représentent 5% environ mondiale, population constituent des plans « populations non dominantes sur les politique économique, et culturel ». Souvent marginalisés, ils descendent des premiers occupants d'un territoire donné et vivent principalement en milieu rural; une définition précise, comme le souligne l'auteure, ne saurait être pertinente en raison de leur grande diversité et hétérogénéité. L'antériorité, la non-domination, la différence culturelle et l'autoidentification sont les critères habituellement retenus pour caractériser ces peuples autochtones qui correspondent à des groupes très divers comme les Aborigènes d'Australie, les Pygmées d'Afrique, les Aïnous du Japon ou les Touaregs d'Afrique occidentale. Ils sont menacés non seulement par les projets de développement menés sur leur territoire, notamment par l'exploitation des ressources naturelles, mais encore par les créations de réserves et de parcs nationaux, limitant ou interdisant l'accès à des aires de chasse et de cueillette ancestrales. Les mises en œuvre des projets de développement apparaissent comme un révélateur du pouvoir transformateur sur les communautés de ce que « interventions l'auteure appelle les développement ». Cette dernière fait une analyse détaillée de la façon dont ces opérations de développement menées sur les territoires des peuples autochtones modifient la cohésion du groupe à travers certain nombre de vecteurs ou d'effets intermédiaires, dont les plus importants constitués par le déplacement de population, la transformation des activités et de l'organisation économiques des peuples autochtones et l'abandon de certaines de leurs coutumes. Tous ces facteurs créent des conditions favorables à l'émergence de conflits sociaux en leur sein. Ce processus est illustré par l'analyse très éclairante des conséquences sur les populations pygmées de la construction d'un oléoduc entre le Tchad et le Cameroun. Les résultats des projets ne doivent pas s'analyser, selon l'auteure, uniquement en termes d'efficacité, mais également en termes d'effets secondaires, notamment sur les peuples autochtones qui en sont les premières victimes.

L'attitude de la Banque mondiale est, à cet égard, très révélatrice des efforts entrepris pour englober les « éléments situés en dehors du système et les normaliser ». L'auteure souligne les actions de la Banque mondiale pour protéger les populations autochtones, dans l'hypothèse où un projet, que cette institution finance, serait susceptible de leur nuire gravement. Pour répondre aux critiques et améliorer son image, la Banque mondiale a créé, en 1993, un panel d'inspection indépendant, auprès duquel les populations, ayant subi un préjudice ou qui en craignent la survenance, peuvent demander une enquête et des réparations. L'auteure reproche toutefois à la Banque sa technicité, son opacité et son excès de confiance. Cette institution tend, dans son discours, à minimiser les incidences des projets de développement. Le discours de la Banque mondiale est à mettre en relation avec le « macro discours » dominant sur le développement, qui s'oppose à la tradition et présente l'économie de marché et la croissance comme les remèdes aux problèmes engendrés par le développement. Ce comportement, selon l'auteure, s'inscrit dans une logique de normalisation, définie comme le processus par lequel les sociétés devraient passer d'un « état d'anormalité » à un état de « normalité » grâce à l'application d'un même modèle de développement. L'auteure estime qu'il conviendrait de « repenser le développement et la manière dont il est mis en œuvre» et plus particulièrement à l'égard des peuples autochtones.

> **Jacques POIROT** BETA CNRS, Université de Lorraine

Géraldine FROGER (dir.)
Tourisme durable dans les suds ?

PIE Peter Lang, Ecopolis II, Bruxelles, 2010, 318 p

Pour vivre du tourisme, une économie a besoin "d'importer" des touristes mais en importer trop pose problèmes de sur-fréquentation, d'encombrements, de dégradation des sites et des monuments, impose la construction d'infrastructures de transports, la présence d'hébergements, etc. La venue non maîtrisée des flux de touristes dans un pays peut donc mettre en péril son environnement, son équilibre social, sa culture voire générer des effets d'éviction d'autres activités économiques. Le tourisme activité économique permettant populations locales d'en vivre gagnerait à être envisagé sous l'angle durable. Telle semble être l'opinion

dominante. À moins qu'avec Jean Mistler - écrivain et académicien - on considère que « le tourisme est l'industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux dans des endroits qui seraient mieux sans eux »!

L'ouvrage dirigé par Géraldine Froger traite le sujet tout à fait pertinent de la mise en tourisme des Suds pour l'essentiel des pays en voie de développement sous couvert de développement durable. Cela revient à se poser la question de « l'inscription sociale et environnementale » du tourisme et de privilégier le croisement entre le développement maîtrisé, les formes alternatives (écotourisme, tourisme communautaire, tourisme solidaire, tourisme équitable, tourisme responsable, *pro poor tourism*, etc.) et le développement durable des pays d'accueil.

Si le tourisme durable se positionne aux antipodes du tourisme de masse, il ne représente pas pour autant une panacée. La première partie de l'ouvrage introduit un diagnostic et une réflexion sur le tourisme durable dans les Suds et montre combien le terme de tourisme durable doit encore être stabilisé, ses contours précisés et les pratiques et valeurs qui s'y rattachent questionnées.

Les deux autres parties de l'ouvrage s'attachent à montrer que le tourisme durable est fortement ancré aux territoires et aux projets qu'ils portent. Les exemples menés en Afrique (Madagascar, Ouest Tunisien, Namibie) et en Amérique latine (Argentine, Costa Rica) mettent en avant la variété et les spécificités des initiatives locales, donc la pluralité et les potentialités du tourisme durable.

Toute expérience portant une part de réussite et une part d'échec ou du moins d'effets positifs et d'autres moins désirables, l'ouvrage a été construit de manière à ce que chaque contribution soit structurée sur le même modèle : présentation du contexte, analyse des impacts du tourisme et des facteurs de succès et d'échec des projets touristiques. Cette collection d'expériences a ainsi permis d'élaborer une grille de lecture synthétique des effets directs, indirects qu'ils soient positifs ou négatifs pour chaque dimension du tourisme durable (économique, socioculturel et environnemental). Elle a aussi permis d'identifier les facteurs communs de réussite et d'échec des différentes formes du tourisme durable, ce qui a permis de construire des recommandations sur le montage et l'évaluation des projets touristiques.

Ces diverses expériences montrent que le tourisme est un sujet qui questionne le territoire et les sociétés. Puisse ce livre contribuer à faire comprendre l'importance du secteur du tourisme pour les économies et les populations, que ce soit en termes de gestion responsable des ressources, en termes de liens sociaux et d'adhésion des communautés locales aux projets, d'acquisition de connaissances et de bonnes pratiques et en matière de coordination des acteurs directs et indirects du tourisme, de leur mise en réseaux et de leurs soutiens institutionnels. Mais si le tourisme durable met l'accent sur le territoire d'accueil et les populations indigènes, il ne faut pas oublier que vivre du tourisme suppose la présence de touristes. La pérennité du tourisme durable réside aussi dans la recherche d'un équilibre entre une offre touristique "réfléchie" et une demande sans cesse en quête de nouvelles frontières.

Nathalie FABRY

Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEMLV)

Philippe HUGON Géopolitique de l'Afrique

Paris, SEDES, 2012, coll. Impulsions (3e éd.) 352 p

« Il n'y a pas de sens de l'Histoire mais des histoires auxquelles les hommes donnent du sens. » Avant de parvenir à cette dernière phrase de sa conclusion (p. 332) Philippe Hugon nous propose dans cette troisième édition actualisée et remaniée un itinéraire pédagogique parfaitement structuré. Cette Géopolitique de l'Afrique, entendue dans ce manuel au sens de l'Afrique subsaharienne, différencie quatre parties. Après avoir retracé les trajectoires historiques et le cadre politique, social et culturel, il présente la géoéconomie « comme l'étude des forces à l'œuvre dans le champ du politique. Elle vise à comprendre des situations complexes dans l'espace et le temps » (p. 10). Ainsi définie, elle inclut les acteurs, les actions, les activités, les facteurs, les relations internationales au sein du système mondial, les enjeux d'intérêts et de pouvoirs enserrés dans des contextes institutionnalisés par des règles, des normes ou des symboles ... auquel l'auteur ne manque pas d'ajouter « une pluralité d'acteurs non étatiques, collectivités territoriales, firmes multinationales, Organisations de solidarité internationale (OSI), Églises, migrants, diasporas en interaction dans un espace transnational » (p. 10). La très intéressante troisième partie consacrée au développement durable permet à l'auteur, en ajoutant à la définition standard la sécurité des biens et des personnes, d'aborder un certain nombre d'enjeux dans différents domaines: paix, environnement, démographie, urbanisation, questions sociales... Enfin la quatrième partie traite de l'insertion de l'Afrique dans les relations internationales d'un monde qui tend à devenir multipolaire.

En fonction des défis internes ou mondiaux et des stratégies ou jeux des acteurs Philippe Hugon esquisse en conclusion quatre scénarios : celui du largage, celui du rattrapage, celui du recentrage et enfin celui des nouveaux arrimages. Le premier illustrera-t-il les ruptures entre une Afrique désynchronisée et abandonnée à son sort et certains de ses ressortissants intégrés ? Le deuxième suppose réunies de nombreuses conditions comme l'implication de l'Afrique dans l'architecture internationale, un retour de l'épargne et des compétences africaines extérieures, la mobilisation des compétences nationales et

étrangères, l'émergence d'une classe d'entrepreneurs, un État facilitateur, un climat de confiance et la sécurité retrouvée... Mais alors les insertions à l'économie mondiale seront différenciées dans l'espace et le temps. « Des Afriques duales sont possibles, entre une Afrique "utile" et une Afrique "exclue" qui correspond à des différenciations spatiales et sociales croissantes » (p. 330). Le troisième évacue le développement par mimétisme et explore les voies africaines du développement pour satisfaire les besoins essentiels, maintenir les liens sociaux et « insérer les trajectoires dans des matrices culturelles porteuses de sens... » (p. 331). Le quatrième et dernier scénario envisage, au delà du relâchement des liens avec l'Europe, des alliances avec de nouveaux partenaires émergents comme la Chine. Un couplage Sud/Sud succéderait au découplage Nord/Sud.

Ce manuel à vocation générale qui adopte une approche pluridisciplinaire présente « ce qu'un "honnête homme" devrait connaître de l'Afrique en mettant l'actualité au regard d'une perspective historique et des mouvements en profondeur des sociétés » (p. 17). Le lecteur, aussi bien guidé, rentre aisément dans la lecture de l'ouvrage parfaitement documenté, agréablement illustré, que le style et la plume alerte de l'auteur rendent toujours plaisante et éclairante.

Jean BROT

BETA CNRS, Université de Lorraine

Fabienne LELOUP, Jean BROT, Hubert GÉRARDIN (dir.) L'État, acteur du développement Paris, Karthala, 2012, 298 p

Alors que la remise en cause du rôle de l'État et plus largement des acteurs publics, semblait triompher depuis la fin des années 1970, la crise que nous connaissons depuis 2008 semble avoir remis en avant le rôle des acteurs publics dans le développement économique. Le propos de ce livre est d'analyser ce retour des acteurs publics sur le devant de la scène. Le titre est d'ailleurs trompeur car il s'agit moins d'un livre sur l'État que sur des acteurs publics intervenant à différents niveaux pour garantir le bien commun.

L'ouvrage est divisé en trois parties : l'enchevêtrement des acteurs, l'évolution des politiques publiques et les nouveaux espaces et territoires.

La mondialisation s'est accompagnée d'une redéfinition des espaces d'intervention des acteurs publics. Le développement de politique infra et supraétatique a contribué à redéfinir le rôle des acteurs publics, voire à créer de nouveaux acteurs publics. Ainsi, l'État-Nation tend à voir son rôle restreint tout comme celui des institutions internationales, aux profits de nouveaux acteurs tels que la ONG ou la société civile ou les firmes multinationales. Ainsi l'enchevêtrement des acteurs et des compétences

résulte-t-il, à notre sens de ces nouveaux espaces infra et supra nationaux qui ont pour effet en matière de développement de substituer à la logique sectorielle, une logique territoriale. On assiste alors à la fin d'une logique top-down des politiques de développement. Le territoire, quel qu'il soit, est produit par un ensemble d'acteurs publics et/ou privés qui agissent de façon coordonnée dans une action de production de l'espace. En ce sens, on peut parler de jeu d'acteurs dans le cadre d'une action publique plus que d'une politique publique. Face à des entreprises qui mettent en concurrence des territoires, la question de la cohérence des espaces de décisions et de la deviennent primordiales. gouvernance gouvernance, terme polysémique s'il en est, doit à notre point de vue être définie comme l'articulation stabilisée de régulations. Il s'agit donc de modes de coordination d'activité ou de relations entre acteurs selon des règles. Ces dernières peuvent d'ailleurs être implicites ou explicites. Les analyses des processus de décision des acteurs renvoient à des formes d'action collective, reposant sur des jeux de négociation, de compromis, d'alliances, qui supposent l'activation de relations et de réseaux divers. Ces mécanismes peuvent être rattachés la proximité géographique et/ou organisationnelle au sein de réseau d'influence des acteurs du développement.

Ce sont ces thèmes qui sont explorés à travers un ensemble de contributions fort riches dans cet ouvrage. La lecture de celui-ci nous permet, grâce à des analyses de fond sur les pratiques des acteurs publics, de mieux appréhender l'évolution de l'action publique dans le processus de développement.

Sylvain ZEGHNI

Equipe IFSTTAR–LVMT, Université Paris Est Marne-la-Vallée

Elsa LAFAYE DE MICHEAUX La Malaisie, un modèle de développement souverain ?

Lyon, ENS Editions, 2012, 344 p

Pays pauvre jusqu'à son indépendance en 1957, la Malaisie figure en ce début de XXIe siècle à michemin sur l'échelle des revenus entre les nouveaux pays industriels d'Asie orientale et Singapour qui la distancent très nettement et les autres pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations, dont elle est membres depuis sa création, en 1967) qu'elle domine nettement. Tigre ? Miracle asiatique ? Nouveau pays industrialisé ? Pays émergent ? Le grand mérite du livre d'Elsa Lafaye de Micheaux est de nous expliquer de façon claire et structurée les séquences successives de ce développement. L'auteur pose deux questions essentielles pour aborder cette singulière trajectoire de croissance d'une entité nationale complexe caractérisée par un éclatement géographique

(p. 19): « Comment, à un moment donné de son histoire, un pays rural, traditionnel et relativement pauvre a-t-il pu enclencher la dynamique de la croissance qui aboutit à en faire aujourd'hui un cas exemplaire de développement? Et comment la dimension de souveraineté nationale d'un État interventionniste se concilie-t-elle avec l'insertion très profonde de l'économie dans la mondialisation? »

L'articulation des trois parties fait passer de la naissance du tigre asiatique à la dynamique de sa croissance, malgré les crises, pour dégager les voies du développement malaisien, situées entre la souveraineté de l'État et la mondialisation.

La première partie s'attarde utilement sur la mise en place, après les sanglantes émeutes raciales de 1969, de la New Economic Policy (NEP) en 1970 qui s'assigne deux objectifs: restructurer la société et éradiquer la pauvreté. Les actions menées exclusivement en faveur des Malais, (ce qui déclenchera au début le départ de beaucoup de Chinois) vont se traduire par l'ouverture (promotion des exportations de caoutchouc, de bois, d'huile de palme...) et l'industrialisation (zones franches), notamment électronique (cluster de Penang). Durant deux décennies ce programme va permettre le quadruplement du PIB et la multiplication par six des exportations.

La deuxième partie débute à l'aube des années 1990, alors que la NEP est achevée. Si le principe de la planification est maintenu, une dose de libéralisation est introduite. La croissance malaisienne se poursuit à un rythme soutenu jusqu'aux crises qui vont secouer le pays à partir de 1997. Les années qui séparent la violence du choc de la crise asiatique (1997-1998) et la reprise de la croissance sont particulièrement instables. La résilience de la Malaisie lui a permis, après la période qualifiée de rétablissement (2002-2005), de retrouver une croissance robuste, faisant d'elle « non seulement un pays émergent, mais un tigre asiatique de premier ordre dans la région la plus dynamique du monde » (p. 184). En sera-t-il de même au sortir de la crise de 2008-2009 et à la dynamique récessive qu'elle a introduite?

La troisième partie éclaire sur les spécificités du « modèle malaisien » que les seules analyses économiques ne suffisent pas à caractériser. Le rôle de l'État et l'insertion dans la division internationale du travail en constituent les deux axes majeurs. « Ainsi sont liées dans une dialectique inédite la force des logiques internes - exprimées par des choix de politique nationale, voire nationaliste - et les contraintes extérieures associées à l'extraversion économique du pays » (p. 192).

En conclusion, le cas malaisien conduit à s'interroger sur les possibilités d'emprunter une voie singulière et autonome dans la mondialisation. Elsa Lafaye de Micheaux oppose à la mondialisation centrée sur ses menaces, comme perçue en France et plus généralement en Europe (processus menaçant l'emploi, l'identité et la souveraineté nationale, autant que les acquis sociaux qu'elle obligerait à abandonner afin de rester compétitif), l'effet miroir introduit par l'exemple malaisien qui se présente comme une mondialisation paisible. Mieux, elle évoque une souveraineté paradoxale car si le développement économique malaisien, assorti d'une redistribution pensée et orientée, depuis cinq décennies est incontestable, il demeure contrôlé par un régime politique auquel les analystes se refusent d'accorder le

qualificatif de démocratique. Même si les élections de 2008, en confirmant la déroute du parti hégémonique dominant depuis plus de cinquante ans, ont renouvelé le personnel politique...

Un livre utile, bien séquencé et parfaitement documenté sur un pays auquel peu d'ouvrages français ont été consacrés.

Jean BROT

BETA CNRS, Université de Lorraine

XXIX Journées sur le développement

Economie informelle et développement : emploi, financement et régulations dans un contexte de crises

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL 6, 7 et 8 juin 2013





Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication : vendredi 11 janvier 2013

Date de la décision du comité scientifique : lundi 11 février 2013

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues : vendredi 26 avril 2013

Contacts:

> Philippe Adair : adair@u-pec.fr

> Iean Brot : Jean-Brot@orange.fr

Informations:

➤ http://erudite.univ-mlv.fr

http://www.mondesendeveloppement.eu







MONDES EN DÉVELOPPEMENT

VOLUME 40 - 2012/3 - n°159

LA CONSTRUCTION DES SOCIÉTÉS CIVILES ET LE DÉVELOPPEMENT

Coordination : Jean-Jacques FRIBOULET (Université de Fribourg, Département d'économie politique, Suisse), **Jean BROT et Hubert GERARDIN** (BETA CNRS, Université de Lorraine)

 Introduction. Les organisations de la société civile : entre plaidoyer et subsidiarité 	7
Jean-Jacques Friboulet	
• Étudier les sociétés civiles en construction dans le contexte du nouveau paradigme de l'aide internationale Gautier Pirotte	11
L'institutionnalisation du rôle des ONG au sein des politiques publiques financées par l'aide internationale : l'ambigüité de la "participation de la société civile". Le cas de la politique d'habitat en Équateur. Aurélie Quentin	29
Régime politique, société civile et économie en Algérie, une analyse institutionnaliste Ahcène Amarouche	45
Le management stratégique des ONG ou la quête de légitimité Sonia Couprie	59
La relation entre l'État et les ONG suisses dans le cadre de l'APD : facteurs explicatifs, problèmes et perspectives Arbesa Shehu Gremaud	73
Les sociétés civiles entre alternatives solidaires et risques ploutocratiques Jean-Michel Servet	39
• Clarifier et développer les caractéristiques de l'organisation civile Patrice Meyer-Bisch)5
 VARIA Approche écologique et engagement environnemental des PME en 11 	17

Tunisie: cas des industries chimiques

Sofiane Toumi

• Création d'un Fonds d'Investissement d'État en Algérie : quels enjeux ? Abdeldjellil Bouzidi, Amine Belaicha et Daniel Labaronne	135
NOTES ET DOCUMENTS	
Les transferts de fonds des migrants tadjiks, une « double crise » ? Marie Coiffard	151
RÉSUMÉS – SUMMARIES	167
Veille internet	173
Mondes en Développement il y a 30 ans Numéros parus	175

Bulletin d'adhésion 2012

Je soussigné(e) (Nom,	Prénom)		
Profession (ou raison s	ociale)		
Adresse personnelle			
Adresse professionnelle	e		
		Fax	
email			
		à l'ASSOCIATION TIERS-MONDE en qualité de membr lèces, par chèque bancaire ou postal.	е
	Etudiant 25 € Ami 50 € , le	Normale 100 € Soutien ou Institution 150 € Signature	
☐ Oui je désire recevoi - Le bulletin FP Contact et l	si vous êtes imposable, de bér r le certificat fiscal es Cahiers de l'ATM publiés d festations telles les "Journées	énéficier d'une réduction d'impôts. ☐ Non je ne souhaite pas recevoir de certificat fiscal à l'issue des Journées annuelles. s sur le développement".	
		Jean BROT 6 Les Saules	

54230 CHAVIGNY *Tél: 03 83 47 14 04* Jean-Brot@orange.fr

Code b	Code banque Code guichet Numéro de comp		de compte	Clé RIB		
300	30066 10121		00010513901		36	
IBAN International Bank Account number						
FR76	3006	6101	2100	0105	1390	136

Domiciliation
CIC PARIS SAINT MICHEL

Bank Identification Code (BIC)
CMCIFRPP

Titulaire du compte : Association Tiers-Monde, CIC Paris Saint Michel, 6 boulevard Saint Michel 75006 Paris